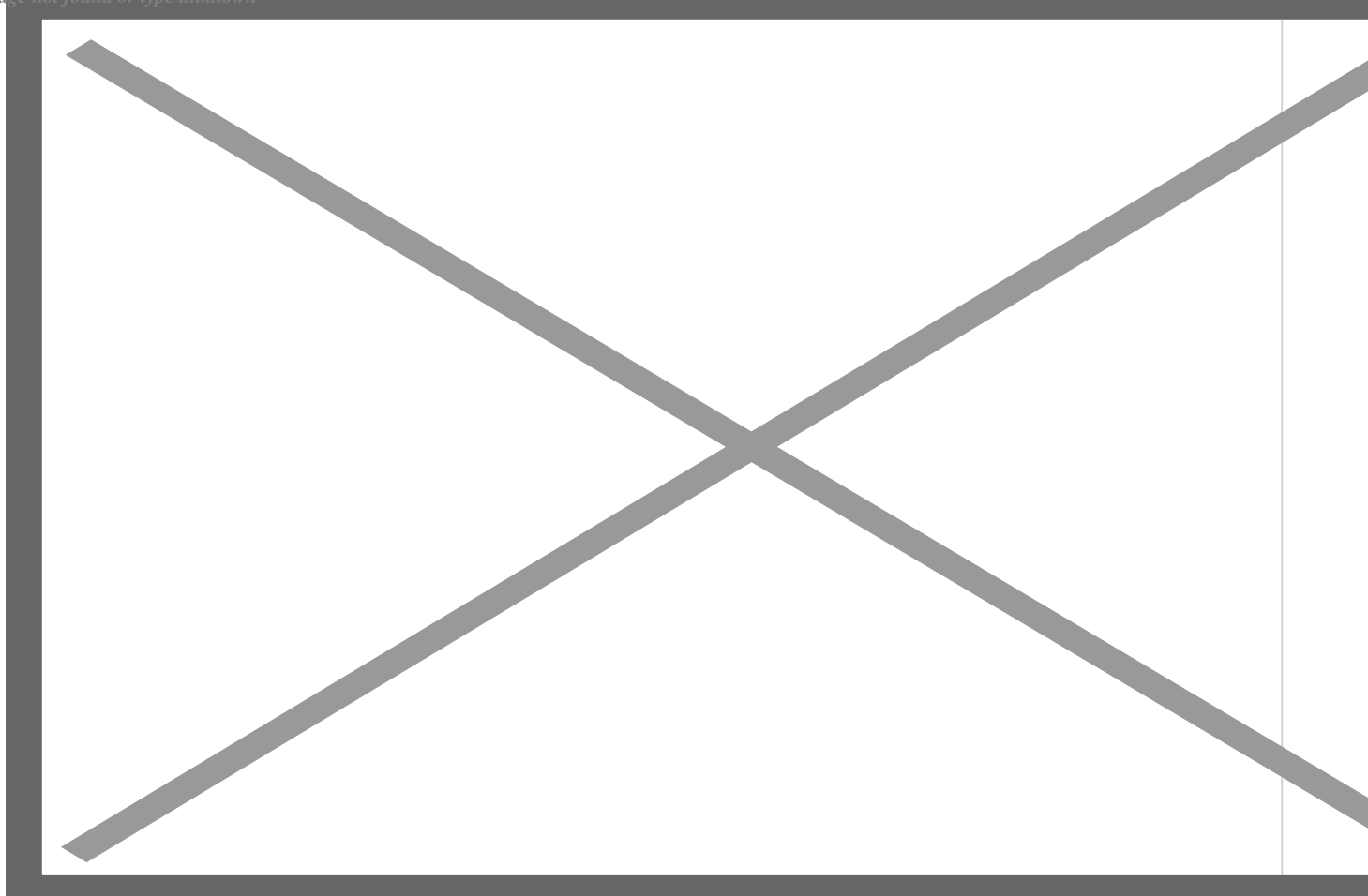


Bolivie : Luis Almagro doit être jugé pour son rôle dans le coup d'État en Bolivie

Image not found or type unknown



**Le Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, lors d'un événement à Washington, le 8 juin 2021.
(Photo : Getty images)**

La Paz, 14 juin (RHC) Le parti Mouvement vers le Socialisme (MAS) de Bolivie demande instamment que le secrétaire de l'Organisation des États Américains, Luis Almagro, et les dirigeants de l'opposition soient traduits en justice pour leur rôle dans le coup d'État en 2019.

Lors d'une conférence de presse lundi, le président du MAS à la Chambre des députés, Gualberto Arispe, a déclaré que les membres de son parti avaient rencontré le président Luis Arce et son cabinet le week-end dernier et avaient accepté de faire la demande.

Parmi ceux-ci figurent le gouverneur de Santa Cruz et leader du parti d'opposition Creemos, Luis Fernando Camacho, l'ancien président et leader de l'alliance d'opposition Comunidad Ciudadana, Carlos Mesa, l'ancien président Jorge Tuto Quiroga et même le secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), Luis Almagro.

"Nous demandons aux ministres de la Justice, de l'Intérieur et du Parquet général de poursuivre les putschistes, tels que Luis Fernando Camacho, Fernando López, Carlos Mesa, [Jorge] Tuto Quiroga, Samuel Doria Medina", en plus de "Luis Revilla, Luis Almagro", a précisé Arispe.

La réunion politique a eu lieu après que vendredi dernier, le Tribunal de première instance de La Paz a condamné l'ex-présidente de facto, Jeanine Áñez, à 10 ans de prison pour des décisions contraires à la Constitution et pour manquement à ses devoirs.

Dans ce sens, Arispe a noté que, lors de la réunion, le groupe national a décidé de convoquer les ministres d'Etat "lorsque cela est nécessaire pour discuter des projets d'intérêt populaire et coordonner les activités d'impact".

Les résolutions, a-t-il ajouté, visent également les fonctionnaires qui ne sont pas des adhérents ou des partisans du parti au pouvoir ou qui sont contre lui.

"Nous demandons la destitution des fonctionnaires qui parlent contre le MAS-IPSP, Evo Morales et les dirigeants d'autres secteurs sociaux et nous demandons la révocation des fonctionnaires qui ont rejoint le gouvernement de facto", a déclaré le haut législateur de MAS. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/290700-bolivie-luis-almagro-doit-etre-juge-pour-son-role-dans-le-coup-detat-en-bolivie>



Radio Habana Cuba